

Rue89 Lyon 20171211

[A la une](#) **Société**

Entre Éric Piolle et les squats de Grenoble, des petits rapprochements discrets

L'hiver avance et les quelque 4500 places d'hébergements d'urgence et d'insertion de l'agglomération sont toutes occupées. Face aux familles sans-papiers et aux SDF confrontés au froid, la municipalité de Grenoble tenue par un maire écolo tourne autour de la question des squats. En toute discrétion, elle a signé avec deux associations une convention d'occupation en novembre, afin que plusieurs SDF passent l'hiver au chaud. Une première. Par Jean-Baptiste Auduc publié le 11/12/2017 à 06h09

Le brouillard plane en ce début de soirée. Lorsqu'on arrive devant la maison du 16 rue Argouges à Grenoble, elle apparaît presque fantomatique, encerclée d'une végétation sauvage et surplombée par un balcon en ruines.



La végétation du 16, rue Argouges, va être ratiboisée mi-décembre. ©JBAuduc/Rue89Lyon

À l'intérieur de ce pavillon des années 1980 se trouve Plume, 26 ans, dont 10 passés dans la rue, et Bobby, 24 ans, son ami de longue date. Ces habitués des squats et des hivers dehors ont emménagé dans leur nouvelle maison le vendredi 1er décembre. Le grand ménage a commencé.

« Il y a encore pas mal de bordel dans le garage. Et puis dans la cuisine, une épaisse couche de poussière recouvrait tout, et de la moisissure s'étendait sur les étagères », nous disent-ils en pointant les placards en Formica sombres où apparaît un exemplaire du Monde datant de 2007.

La maison, préemptée par la municipalité de Grenoble en 2014, était à l'abandon. Mais après « 1 an et huit mois de discussions avec la mairie », Plume, assis dans le salon entre une cheminée condamnée et un radiateur électrique, jubile :

« On va pouvoir l'occuper. On commence à peine à réaliser qu'on est chez nous ».

Sur l'immense buffet qui s'étend sur un pan de mur, il saisit une petite pochette où il conserve la convention de mise à disposition qui vise à mener « un projet innovant et expérimental d'occupation et d'aménagement temporaire de bâtiments, momentanément vacants, en partenariat avec les associations et les collectifs. ».

Bobby et Plume précisent leur plan :

« On a reçu notre responsabilité civile. Maintenant, nous pouvons accueillir 5 personnes au maximum. Les gens à la rue pourront passer quelques jours ici, et nous pourrons les réorienter vers les associations qu'on connaît ».

L'association le Tremplin s'est donné un nom en correspondance avec ses objectifs.

1. « Chaque hiver, c'est la même merde »

Passée presque inaperçue, cette délibération du conseil municipal du 6 novembre 2017 offre deux conventions au Tremplin et à l'association Les Passeurs, installée au 15, chemin des Tournelles. Alain Denoyelle, adjoint au maire en charge de l'action sociale de la mairie de Grenoble, également vice-président du CCAS (centre communal d'action sociale), nous fait le point :

« C'est une mise à disposition des lieux à usage précaire. On s'est mis d'accord là-dessus avec les associations ».

D'une durée d'un an, renouvelable deux fois, la convention (consultable ci-après) s'achèvera quand la municipalité le souhaitera, comme précisé dans le texte :

« Elle cessera de plein droit sans aucune indemnité ni engagement de relogement en fonction du projet d'aménagement qui sera décidé par la Ville. »

Document

[Convention de mise à disposition de locaux entre la ville de Grenoble et l'association Le Tremplin](#)

Alain Denoyelle, qui compte travailler avec les deux associations pour atteindre l'objectif, précise :

« Nous avons encore du travail à faire. Il va nous falloir arriver à des conventions plus adaptées ».

En tout cas, « chaque hiver, c'est la même merde. Alors si l'on passe un hiver au chaud, c'est déjà bien », se rassure Bobby.

De plus, les deux amis se rappellent avoir entendu « M. Denoyelle expliquer que si cet essai fonctionnait, ce n'était pas censé s'arrêter ».



« Ce soir, on va prendre un bain chaud ! », se marre Bobby. ©JBAuduc/Rue89Lyon

Porter un « vrai projet » ?

Plume poursuit en souriant :

« Je considère notre projet comme utopiste. Quand on parle de notre situation aux gens, ils nous regardent en se disant : “c’est pas possible !” ».

Après ces années de galères vécues avec trois chiens, c’est comme un havre qui a été obtenu, dans leur propos. Alain Denoyelle refait le calendrier :

« Nous avons commencé à en parler mi-2016. Dans un premier temps, nous avons dû récupérer la maison à l’établissement public foncier local du Dauphiné (EPFL). Il nous fallait donc porter un vrai projet. Ensuite, nous avons dû trouver les conditions des travaux ».

La réfection de l’électricité, notamment, a pris du temps. En attendant, Plume a été hébergé chez une amie. Bobby, lui, est resté l’hiver dernier dans les Algeco près des trois tours, où les chiens sont acceptés.

Plume poursuit :

« On s’est dit plusieurs fois que ça ne marcherait pas. Mais on avait sensibilisé la mairie à notre projet. On n’allait pas reculer. »

Une manière de « lutter contre les squats »

Mais ni la municipalité ni le CCAS ne souhaitent ouvrir des vannes. Alain Denoyelle l’admet :

« Cette solution de convention permet surtout d’éviter le squattage. Avec une convention, nous cadrons les choses. Nous essayons aussi de conventionner des squats existants, mais ce n’est pas forcément accepté, comme au 38, rue d’Alembert (lieu d’hébergement et d’activité). »

L’adjoint comprend :

« Nous avons beaucoup d’interpellations, je le reconnais. Il faut que la Ville y réponde rapidement. Mais il faut aussi que l’on trouve ensemble des solutions vers l’ouverture de nouveaux lieux. »

Les interpellations n’ont pas manqué

Ainsi, ces derniers mois, les associations et collectifs se sont mobilisés pour la mise à disposition des bâtiments vides appartenant à la mairie. Et nombre d’entre eux ont été évacués. [En avril](#), [en mai](#) ou encore [un camp de migrants](#).

Le squat du 6, rue Jay, créé en avril 2016, est lui toujours en place dans un immeuble appartenant à la Ville de Grenoble. Et les discussions avec la mairie pour conventionner ce lieu sont déjà avancées. L’association Droit au Logement 38, qui occupe les lieux aux côtés des personnes et familles mal logées, et d’autres associations et collectifs, assure par la voix de Raphaël :

« Nous sommes en négociation depuis plusieurs semaines. Mais on ne s’exprimera pas avant que les choses soient précisées. »

Cette prudence s’explique par les relations parfois très tendues entre le DAL 38 et la Ville.

Ainsi, en septembre, l’association qui avait ouvert un compte chez GEG (le fournisseur d’électricité de la ville) s’est vu couper le courant.

Une dette de 10 000 euros pesait sur le squat, le DAL 38 estimant que « c’est aux institutions publiques responsables de l’hébergement de les prendre en charge. »

Le fioul, objet de négociation entre la Ville et les squats



L'isolation du sous-sol n'est pas encore achevée et l'humidité est encore présente. ©JBAuduc/Rue89Lyon

Le DAL 38 réagit alors, en se mobilisant avec d'autres squats comme le 106, rue des Alliés, devant les locaux de GEG, en novembre. « On a eu un rendez-vous avec le président de GEG dans la foulée. Il nous a expliqué qu'il remettrait l'électricité si l'on signait la convention avec la mairie », assure Raphaël.

Autre élément de méfiance : l'avis d'expulsion, délivré par le Tribunal d'Instance.

« Je m'y suis rendu avec un huissier pour leur parler. C'était aussi pour leur dire qu'on n'allait pas mettre l'expulsion à exécution », reprend Antoine Back, élu de secteur.

N'empêche, cet avis pèse comme une épée de Damoclès. « On s'engage pour aboutir à une solution, on ne va pas la faire capoter », assure de son côté Alain Denoyelle qui poursuit :

« À un moment donné, on a pu entrer dans le squat. Au vu des besoins, et de la situation des lieux, on a fait en sorte que les habitants puissent récupérer le chauffage et l'électricité ».

« La chaudière au fioul de l'immeuble a été remise en marche, depuis peu le 29 novembre », explique Raphaël, qui dispose de 2000 litres de carburant, fourni par la Ville. Si cette dernière ne s'engage pas sur un approvisionnement régulier du squat, Alain Denoyelle, lui, prévoit :

« Pendant que les gens qui y vivent sont abrités, est-ce qu'on n'a pas intérêt à trouver une solution ? Ça prendra le temps qu'il faudra, mais au moins, on sait qu'ils sont au chaud ».

Les négociations continuent entre squat et Ville, dans un climat (légèrement) plus apaisé, pour le moment.